

Question 2 : Quelles politiques pour l'emploi ?

Objectifs :

- Expliquer qu'il existe une diversité des formes et des analyses du chômage (chômage keynésien, chômage classique, lutter contre les composantes structurelles du chômage)
- Expliquer qu'il existe une pluralité des politiques pour lutter contre le chômage (soutien macroéconomique à la demande globale lorsque chômage keynésien, allègement du coût du travail lorsque chômage classique, politique de formation et de flexibilisation pour le chômage structurel)
- Expliquer l'importance du rôle du travail et de l'emploi dans l'intégration sociale, dimensions prises en considération dans les politiques pour l'emploi.
- Expliquer que le lien entre travail et intégration est fragilisé par certaines évolutions de l'emploi.

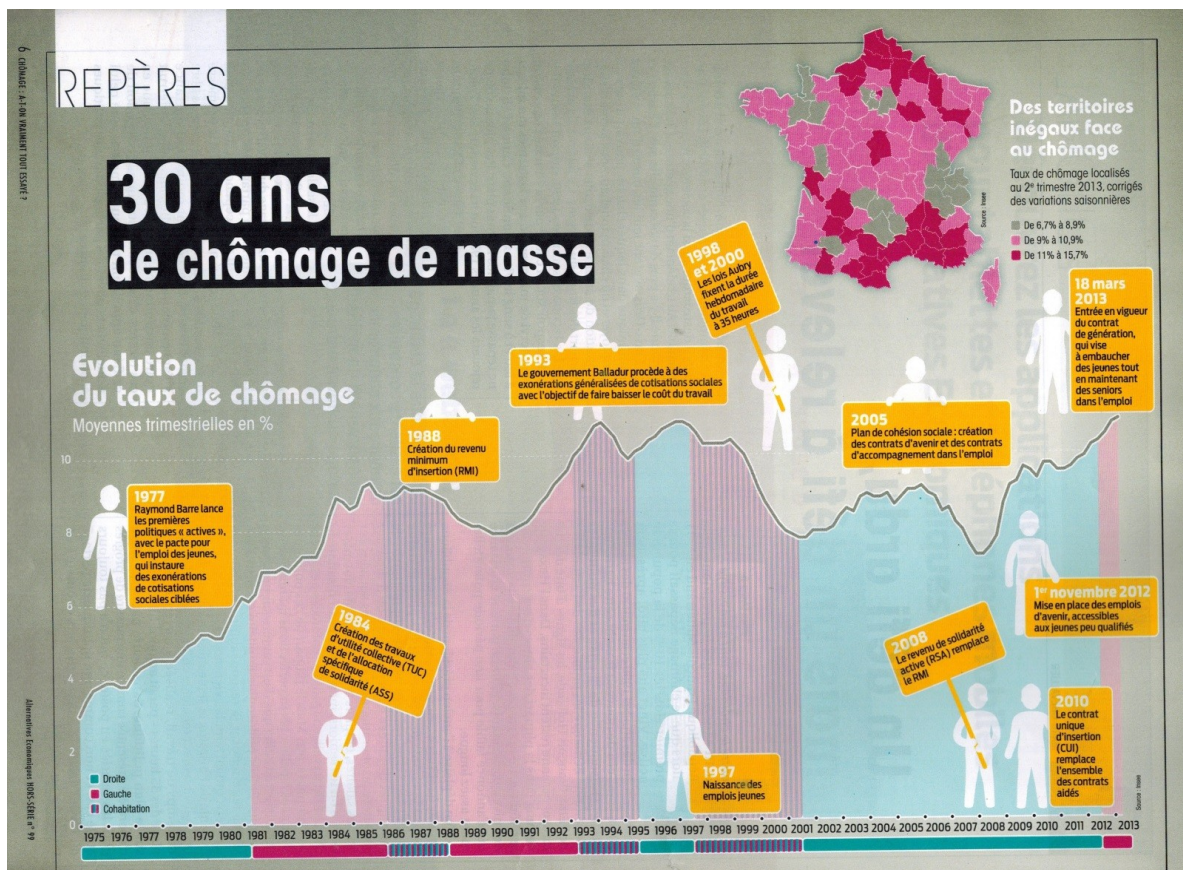
Notions à connaître :

Acquis de première : **chômage, productivité, demande globale, politique monétaire, politique budgétaire, rationnement.**

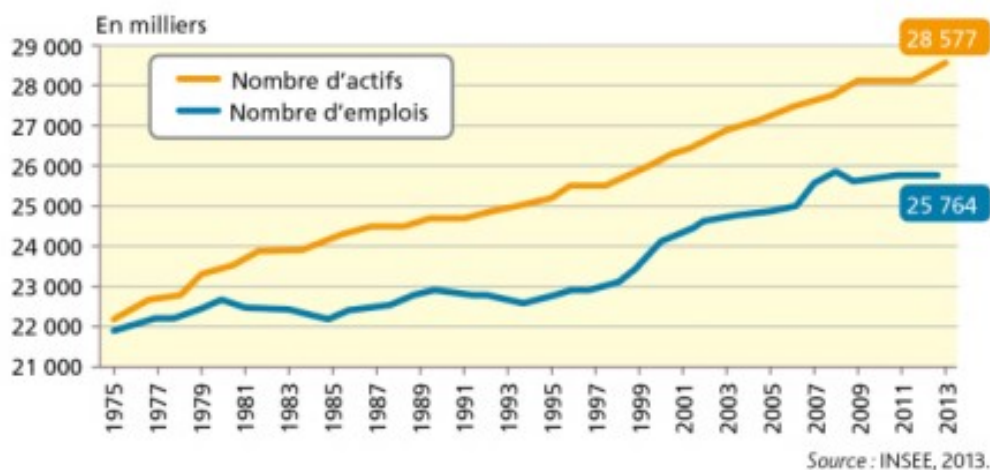
- **Taux de chômage**
- Population active
- **Taux d'emploi**
- Emploi
- Politique pour l'emploi
- Coût du travail
- Chômage classique
- Équilibre de plein emploi
- Chômage keynésien
- Équilibre de sous-emploi
- **Demande anticipée**
- Chômage structurel
- **Flexibilité du marché du travail**
- Formes particulières d'emploi
- **Qualification**
- **Salariat**
- Propriété sociale
- Intégration sociale
- Désaffiliation sociale
- Disqualification sociale
- **Précarité**
- **Pauvreté**
- Travailleurs pauvres

I] Le chômage est divers dans ses formes.

A) Le chômage, définition et mesure.



Document 1 : les grandes tendances de l'emploi et du nombre d'actif en France.



Document 2 : du stock au flux : le dynamisme du marché du travail.

En France, tous les ans, 2,3 millions d'emplois disparaissent. Ramenée à l'échelle quotidienne, l'ampleur du carnage est impressionnante : chaque jour ouvrable, la France perd 10 000 emplois ; 10 000 par jour, c'est l'emploi d'une ville comme Fécamp, c'est 7 par minute. A ce rythme, il n'y aura plus aucun emploi en France dans moins de sept ans ! Voilà des chiffres qui pourraient facilement convaincre n'importe qui de bonne foi mais partiellement informé, de l'inéluctable fin du travail. Heureusement, ce point de vue oublie une moitié de l'histoire. La moitié omise est pourtant tout aussi intéressante. Elle se résume en une phrase : chaque jour, la France crée 10 000 emplois. Tout compte fait, la vérité est beaucoup plus déconcertante que la banale fin du travail si souvent annoncée [...] Entre 1970 et 2000, l'économie française a détruit, chaque année, approximativement 15% de ses postes de travail... et en a créé 15,5% de manière à assurer une croissance nette de l'emploi de 0,5% par an [...]. La prise de conscience de l'ampleur des créations et des destructions d'emplois est récente [...]. Joseph Schumpeter qui ne possédait que des données éparses, avait compris, dès les années 1940, que ce processus qu'il baptisa de « destruction créatrice » était le principal moteur de la croissance, mais aussi une des principales causes du chômage.

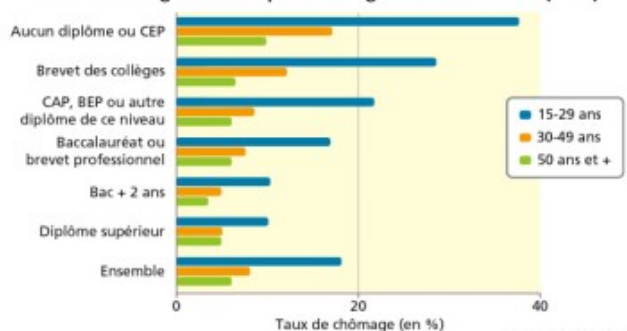
Pierre Cahuc, André Zylberberg, *Le chômage, fatalité ou nécessité ?*, Flammarion, 2005

1) A quelle condition le chômage augmente-t-il ?

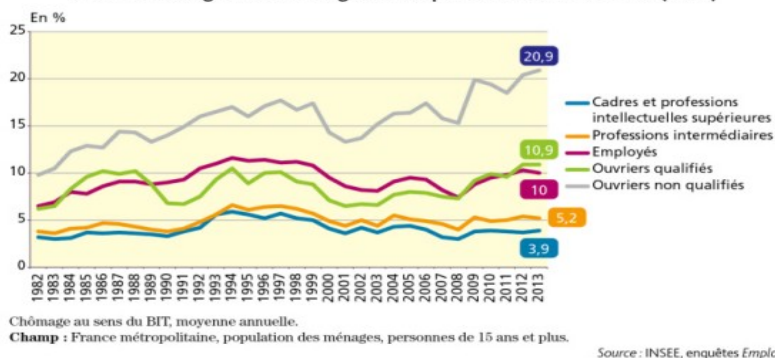
B) Tout les actifs ne sont pas également vulnérable face au chômage.

Document 3 : une inégalité face au chômage selon la CSP, l'âge et le niveau de diplôme.

Taux de chômage selon le diplôme et l'âge en France en 2013 (en %)



Taux de chômage selon la catégorie socioprofessionnelle en France (en %)



2) Quelles sont les populations les plus / les moins touchées par le chômage ?

II] Comment lutter contre le chômage ?

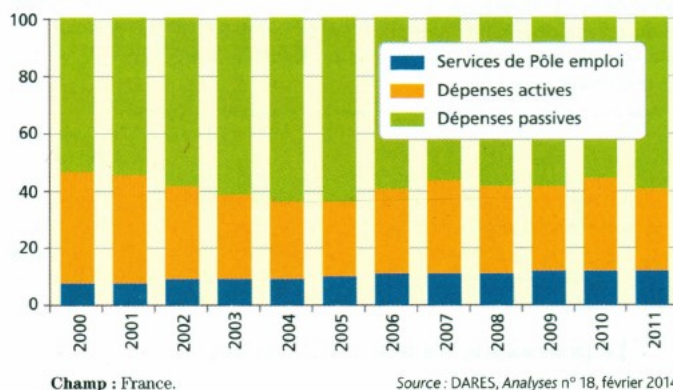
Document 4 : dépenses actives et dépenses passives pour l'emploi.

Parmi les dépenses pour l'emploi, on distingue les dépenses passives des dépenses actives. Les dépenses

passives ont pour objectif d'assurer une certaine sécurité de revenu aux chômeurs comme les indemnités de chômage. Les dépenses actives visent à favoriser l'accès des chômeurs comme les aides à la recherche d'emploi par Pôle emploi, celles concernant les chômeurs créateur d'entreprises, les mesures de formation et surtout les emplois subventionnés ou « aidés » dans le secteur privé et public. [...] Cette activation des dépenses s'explique par l'idée qu'il est préférable d'aider les chômeurs à retrouver un emploi plutôt qu'à les indemniser.

Jérôme Gautié, *Le chômage*, La découverte, 2009

Structure des dépenses pour l'emploi par grandes catégories (en %) en France de 2000 à 2011

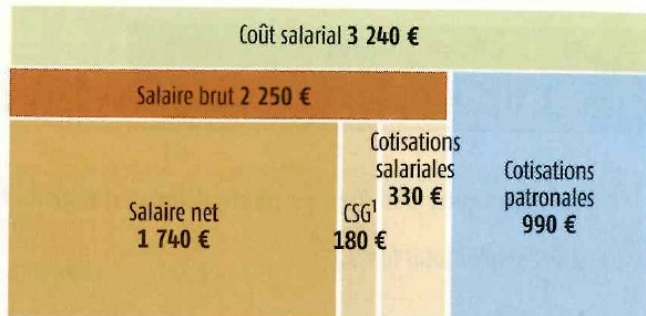


A) Les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique.

1. Le chômage classique est lié à un coût du travail trop élevé au regard de la productivité.

Document 5 : le coût du travail pour les entreprises.

Ventilation d'un salaire brut mensuel de 2 250 €



1. Y compris la contribution au remboursement de la dette sociale CRDS.

3) Rappelez ce qu'est le coût du travail.

4) Que sont les cotisations sociales ? Quelle est leur utilité ?

2. En situation de chômage classique, il convient donc de baisser le coût du travail.

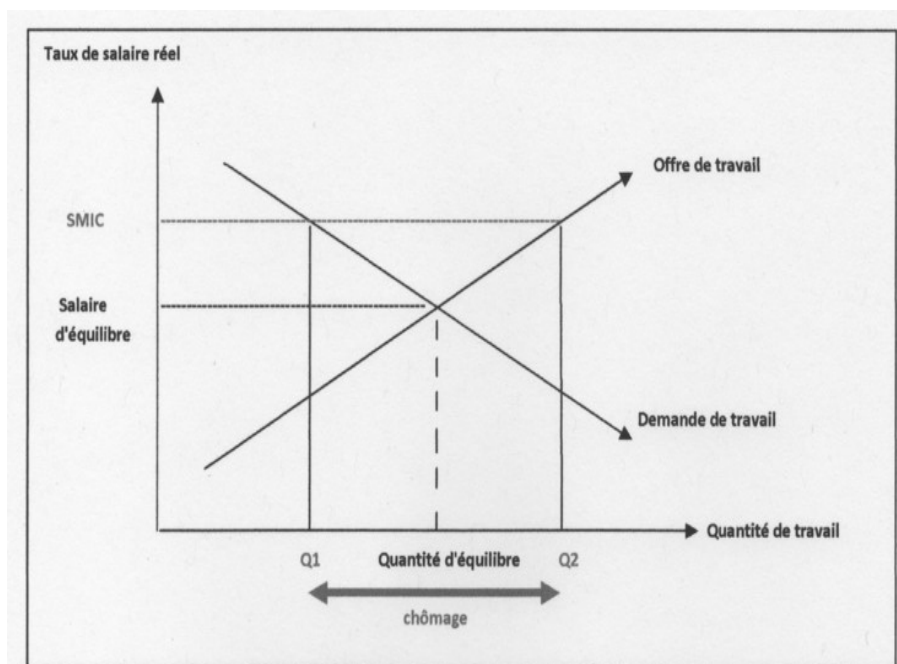
Document 6 : baisser le coût du travail : une solution pour diminuer le chômage.

La France offre un salaire minimum de 9,53 euros de l'heure, soit 1445,38 euros brut mensuel (contre 683,76 euros en Grèce ou 752,85 euros en Espagne), et atteint un taux de chômage de 10,1%. Soit bien plus que l'Allemagne, qui tourne autour de 6,8%, grâce à l'absence quasi-totale de salaire minimum depuis 10 ans (mais c'est bientôt terminé). En baissant son niveau, c'est mécanique, le chômage baisserait. [...]

En ce qui concerne les travailleurs peu qualifiés, le niveau du Smic peut être trop élevé par rapport à leur productivité. En effet, certains emplois ne sont pas rentables en étant payés au Smic. L'entreprise n'a donc aucun intérêt à embaucher une personne qui lui coûterait plus cher. C'est à ce moment-là que l'État intervient pour inciter les patrons à embaucher. Plutôt que de baisser le Smic, les gouvernements successifs ont préféré utiliser la manette des baisses de charges. Car, pour les entreprises, ce n'est pas forcément le Smic qui est trop élevé, c'est le salaire qu'elles doivent déboursier, charges comprises. En baissant simplement les charges, les bas salaires ne s'exposent pas à une chute de leur pouvoir d'achat, tandis que les entreprises peuvent soutenir

l'emploi. Selon l'OFCE, une hausse du Smic de 1% détruit 14.500 emplois dont plus de 10.000 au niveau du Smic, mais 12.200 seraient créés en raison de la hausse des allègements de charges. On limite donc les dégâts, mais les finances publiques en prennent un coup: comptez 27 milliards d'euros par an à la charge de l'État.

Grégory Raymond, « Baisser le smic était-il la solution pour régler le problème du chômage ? », *Le Huffington Post*, 16 Avril 2014.



- 5) Rappelez le fonctionnement du modèle néoclassique standard du marché du travail.
- 6) Quel est l'effet d'un salaire minimum supérieur au salaire réel d'équilibre ?
- 7) Dans cette perspective, comment réduire le chômage ?
- 8) Quels sont les risques à long-terme de diminuer le coût du travail en diminuant les cotisations sociales ?

Document 7 : coût de travail et taux de chômage.

	COÛT DE L'HEURE DE TRAVAIL ⁽¹⁾	TAUX DE CHÔMAGE ⁽²⁾
Des pays « chers » et très actifs...		
Suède	39 euros	7,8 %
Allemagne	34 euros	4,7 %
Belgique	33 euros	8,6 %
... des pays « moins chers » et frappés par le chômage...		
Italie	28 euros	12,4 %
Espagne	21 euros	22,5 %
Portugal	13 euros	13,2 %
... et notre pays		
France	36 euros	10,2 %

(¹) Rexecode (dans l'industrie et les services marchands au premier trimestre 2015). (²) OCDE (juin 2015)

B) Les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien.

1. Le chômage keynésien est lié à une insuffisance de la demande anticipée.

Document 8 : le chômage dans l'analyse keynésienne.

La question posée est : en courte période, de quoi dépend le niveau de l'emploi ? Il résulte des plans de production des entreprises : chaque volume de production requiert un certain nombre d'heures de travail. La question suivante est donc : de quoi dépend le niveau de la production ?

Les décisions de production des entreprises résultent de leurs anticipations de débouchés rentables. En effet, les entreprises produisent pour réaliser du profit, ce qui suppose non seulement qu'elles vendent leur production, mais qu'elles parviennent à la vendre à un prix minimal, celui en dessous duquel elles ne couvriraient même pas leurs coûts. Le problème pour elles est donc de prévoir s'il existera une demande solvable au niveau de prix requis pour leur objectif de profit minimal. [...] Cette demande commande l'offre de ces entreprises : bien que Keynes¹ parle de « demande effective », c'est le niveau de la demande anticipée qui détermine l'offre : si les anticipations sont erronées, ce niveau de demande ne se réalisera pas. En revanche, l'offre existera bel et bien, de telle sorte que c'est l'offre qui est « effective ».

P. Combemale, *Introduction à Keynes*, La découverte, 2010

¹ John Maynard Keynes (1883-1946) est un économiste britannique à l'origine d'un courant théorique en économie.

- 9) Sur quoi se fondent les décisions de production des entreprises ?
- 10) De quoi dépend le niveau d'emploi dans l'analyse keynésienne ?
- 11) L'État peut-il agir sur cette situation ?

2. En situation de chômage keynésien, il convient donc de soutenir la demande globale.

Document 9 : les politiques de relance de la demande : instruments et effets attendus.



1. Et, en principe, une baisse des taux d'intérêt auxquels les entreprises empruntent.

2. Car les ménages à faibles revenus ont une propension à consommer plus forte que les ménages à hauts revenus.

3. L'effet multiplicateur mis en évidence par J. M. Keynes signifie que la production augmente plus que la hausse des investissements.

Isabelle Wacquet (dir), *Sciences économiques et sociales Terminale ES*, Magnard, 2015

C) Les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage.

Document 10 : qu'est-ce que la composante structurelle du chômage ?

Jusqu'au début des années 1970, on croyait pour l'avoir observé maintes fois, que le chômage s'aggravait seulement lorsque la croissance économique fléchissait, et qu'il se résorbait lorsque la croissance reprenait son essor. Il en va très différemment depuis. La triste nouveauté est que, depuis près de trente ans, la relation entre le chômage et la croissance est devenue fortement instable. Le chômage n'est plus le reflet inversé de la conjoncture macroéconomique. Il semble suivre une tendance propre. Ce phénomène de dérive est particulièrement visible en France où, depuis 1975, la plupart des augmentations de chômage apparues en phase de récession, n'ont pas disparu lors des phases de reprise.

Un autre symptôme du dérèglement des économies européennes est apparu au cours des années 1990. En dépit des niveaux élevés de chômage, les entreprises éprouvent de plus en plus de difficultés à pourvoir les

postes vacants. Ce phénomène est relativement récent [...]. Ce faisceau d'indices commun à l'ensemble des économies européennes conduit à penser qu'aujourd'hui, le chômage n'est pas seulement dû à l'insuffisance de la croissance, mais que ses origines sont principalement structurelles ; ses causes ne sont plus seulement à rechercher dans un ralentissement de l'activité économique de ces pays, mais principalement dans le mode de fonctionnement de leur marché du travail. [...] Si le chômage persiste, c'est que le processus d'appariement¹ entre l'offre et la demande de travail est défaillant parce qu'il est lent et coûteux. [...]

[La première interprétation] explique que le système productif est en continuelle recomposition ; il détruit des emplois et en crée de nouveaux mais cette réallocation permanente des emplois s'accompagne d'une déformation de la structure de la demande de travail aux dépens de certaines qualifications ou de certains secteurs d'activités. [...]

La seconde interprétation explique la baisse d'efficacité du processus d'appariement par l'existence de rigidités institutionnelles sur le marché du travail. Elle est fondée sur l'idée que la fixation d'un salaire minimal, la générosité des allocations chômage, le processus des négociations collectives, les prélèvements sur les salaires ou encore la protection de l'emploi, entraveraient l'ajustement de l'offre et de la demande de travail.

Bénédicte Maillard-Adamiak, *Chômage structurel et difficultés d'appariement. Analyse théorique et application à la France*, Thèse de doctorat, Université de Lille, 2008.

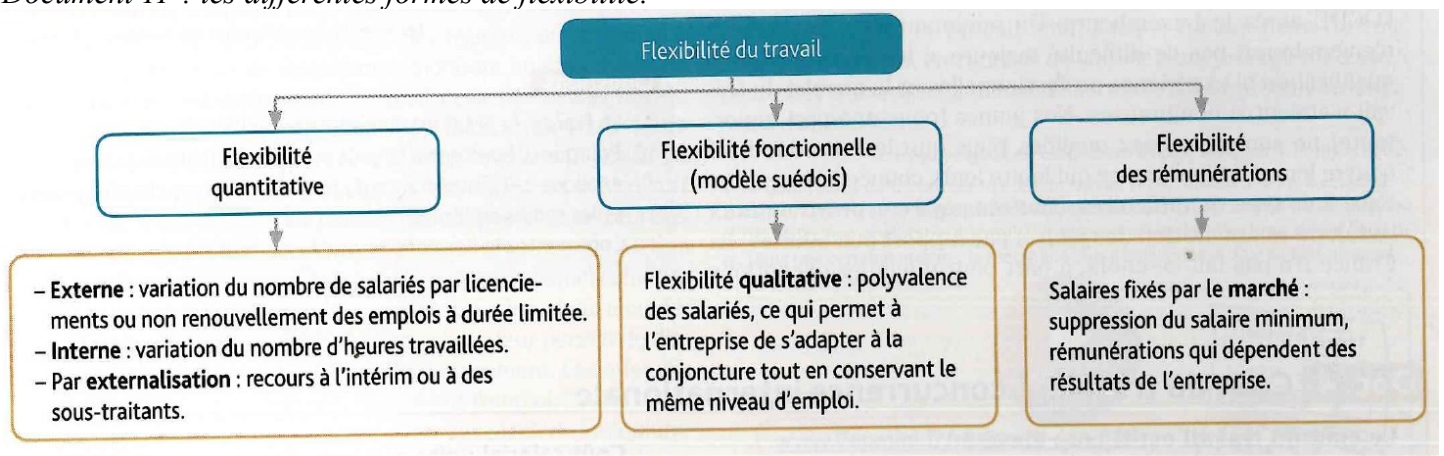
¹ Appariement : ajustement entre l'offre et la demande de travail, se concluant par une embauche.

12) Comment définir le chômage structurel ?

13) Quelles sont les causes du chômage structurel ?

1. Des politiques de flexibilisation du marché du travail afin de diminuer les rigidités institutionnelles (composante volontaire du chômage structurel).

Document 11 : les différentes formes de flexibilité.



Isabelle Wacquet (dir), *Sciences économiques et sociales Terminale ES*, Magnard, 2015

Exercice d'application : complétez le tableau en plaçant dans les bonnes cases les mesures suivantes :

- réduction des cotisations sociales patronales ;
- suppression de la loi sur les 35 heures ;
- formation des salariés pour qu'ils puissent changer de postes de travail en fonction des commandes ;
- adoption d'horaires variables dans l'entreprise ;
- annualisation du temps de travail (c'est-à-dire que l'on ne doit plus travailler 35 heures par semaines mais 35 heures en moyenne chaque semaine sur l'année, donc certaines à 45 heures, d'autres à 20 heures par exemple) ;
- recours à des emplois à durée limités (CDD) ;
- sous-traitance d'une partie de la production ;
- suppression du SMIC ;
- allègement des procédures de licenciement ;
- suppression des contrats à durée indéterminée (CDI) ;
- transformation des contrats de travail à temps plein en contrats à temps partiel ;
- recours au chômage technique (ou chômage partiel) sans licenciement ;
- sous-traitance du nettoyage des locaux.

Type de flexibilité	Caractéristiques	Exemple de mesures	Avantages
Flexibilité quantitative externe			
Flexibilité quantitative interne			
Flexibilité quantitative par externalisation			
Flexibilité fonctionnelle			
Flexibilité des rémunérations			

2. Des politiques de formations permettent un meilleure ajustement entre la demande et l'offre de travail (composante frictionnelle du chômage structurel).

Document 12 : la formation des travailleurs.

Parmi toutes les armes de lutte contre le chômage, il en est au moins une qui a prouvé son efficacité : la formation ... pour les demandeurs d'emploi qui ont eu la chance d'en bénéficier ! C'est ce que démontre la toute récente étude de Pôle emploi : 50,8% des chômeurs ayant suivi une formation prescrite par Pôle emploi ont retrouvé un emploi au cours des six mois suivants. C'est 5,3% de plus qu'en 2012. Et ces emplois retrouvés s'avèrent de plus en plus stables. Dans 73,5% des cas, (contre 68,8% l'an dernier) il s'agit de CDI, CDD, missions d'intérim de plus de six mois, créations ou reprise d'entreprise. Comment expliquer cette progression ?

560 000 chômeurs formés chaque année.

Sans doute faut-il y voir pour une bonne part l'effet du plan « 30 000 formations prioritaires », lancé par le gouvernement avec les régions et les partenaires sociaux en 2013. Mais elle démontre aussi une meilleure adéquation entre formation et besoins des entreprises. C'est en tout cas la conviction de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), qui forme 100000 chômeurs par an, sur les 560 000 formés chaque année. A l'afpa, le taux de retour à l'emploi affiche des performances encore meilleures : en 2013, ce sont 62% des stagiaires qui ont retrouvé un emploi, six mois après la fin de leur formation.

Adapter l'offre à la demande.

Pourquoi ces bons résultats ? D'abord, parce que l'afpa forme en priorité dans les 13 « secteurs en tension » identifiés par le gouvernement comme peinant à recruter. Ensuite, parce qu'elle privilégie les formations qualifiantes, axées sur des métiers précis. Et que sa pédagogie favorise avant tout l'apprentissage des « gestes professionnels », rendant le stagiaire immédiatement employable à l'issue de sa formation. Les « bonnes pratiques » de la formation, économiquement et socialement utiles, sont donc désormais identifiées et opérantes.

Le vrai problème est ailleurs : aujourd'hui, ce sont avant tout les salariés (49% en 2012) qui bénéficient de la formation professionnelle, bien plus que les chômeurs (27%). Un chômeur sur cinq a dû à se en 2013, faute d'information claire et de moyens. Alors que c'est sur lui qu'il serait le plus « rentable » d'investir : une formation qualifiante s'amortit pour la collectivité en coûts directs au bout de 18 à 24 mois !

Yves Barou (président de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes), « Oui, la formation aide à réduire le chômage...quand les chômeurs y ont accès », *Le monde*, 8 septembre 2014

15) Comment ces mesures permettent-elles de réduire le chômage ?

16) Qui sont les bénéficiaires des politiques de formations ?

II] L'emploi permet-il toujours l'intégration ?

A) L'emploi est historiquement un facteur d'intégration.

1. Le salariat a un rôle intégrateur et protecteur.

Document 13 : le travail est au cœur du processus d'intégration sociale.

Le statut salarial a été défini au cours de la deuxième moitié du XXème siècle fait figure de modèle [...]. Le travailleur dispose d'un statut qui lui confère des droits sociaux contribuant à sa dignité et à son autonomie. Sa subordination dans l'entreprise (matérialisée par le contrat de travail) est étroitement réglementée et ne se confond pas avec une dépendance. Il dispose de moyens d'action – individuels et collectifs – et de recours juridiques destinés à assurer sa protection.

Le travail place l'individu au sein de groupes sociaux de tailles différentes, l'atelier ou le bureau, l'établissement, l'entreprise ou l'administration, le secteur ou la branche, le comité d'entreprise ou le syndicat. Il y développe des relations variées, lie des amitiés, partage des expériences, cultive une sociabilité. Ces activités sociales participent à la construction de son identité sociale.

Le travail fournit une rémunération dont le montant peut, grâce aux droits que détiennent les individus, être déterminé – comme dans le cas du salaire minimum –, négocié et discuté. De cette façon, le niveau de salaire est en mesure d'assurer une participation sociale acceptable et un mode de vie permettant de satisfaire une large palette des besoins. Bref le travail permet une intégration à la fois sociale, culturelle et politique.

17) Quels sont les droits sociaux que confèrent le contrat de travail, et donc le salariat ?

18) Pourquoi le travail est-il intégrateur ?

2. L'expérience du chômage est génératrice de désaffiliation sociale.

Document 14 : l'expérience du chômage.

Depuis l'enquête de Lazarsfeld¹ à Marienthal² au début des années 1930, on sait que le chômage contribue à affaiblir l'intensité des échanges sociaux, en particulier dans la sphère des relations associatives. Les clubs de théâtre, les clubs sportifs, les associations bénévoles connurent, en effet, un déclin significatif à partir du moment où la grande partie de la population de cette ville moyenne fut touchée par la fermeture de la principale usine. [...] Les auteurs [du livre] nous invitent à pénétrer dans ce village, à y découvrir cette morne indifférence qui se dégage de ces lieux presque abandonnés : « Ici vivent des gens qui se sont habitués à posséder moins, à entreprendre moins et à espérer moins que ce qui est considéré comme nécessaire à une existence ordinaire. » Le travail à l'usine était le centre de la vie sociale au sens où il apportait aux travailleurs non seulement une activité et une rémunération, mais une raison d'être, un sentiment d'utilité et une reconnaissance sociale. D'une façon générale, c'est la communauté dans son ensemble qui est devenue lasse. Le rétrécissement du champ d'activité [...] a atteint progressivement la vie privée des chômeurs. « Je passe la plupart de mon temps chez moi. Depuis que je suis au chômage, je ne lis presque plus. On n'a pas la tête à ça ».

Serge Paugam, « L'épreuve du chômage : une rupture cumulative des liens sociaux ? », *Revue européenne des sciences sociales*, 2006

¹ Paul Lazarsfeld (1901-1976) est un sociologue américain d'origine autrichienne.

² Marienthal est une ville autrichienne près de Vienne. L'unique usine de la ville a fermé ses portes, condamnant une grande majorité de ses habitants au chômage.

19) Montrez que la fermeture de l'usine a eu également des conséquences sociales sur la vie locale.

20) Quels sont les conséquences pour les individus au chômage ?

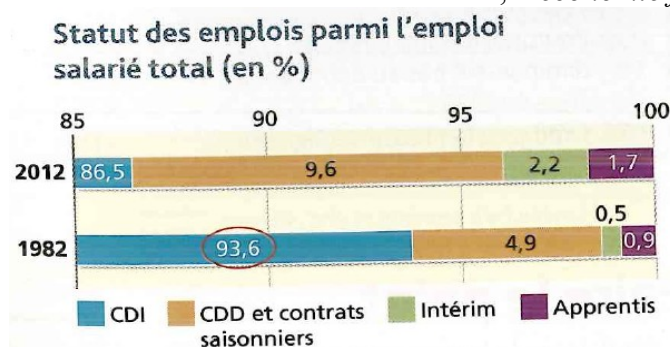
B) Cependant, certaines évolutions de l'emploi perturbent son rôle intégrateur.

1. Les formes particulières d'emploi sont génératrices de précarité.

Document 15 : les formes particulières d'emploi sont génératrices de précarité.

La France a connu une forte précarisation de l'emploi au cours des années 1990. Cette précarisation s'inscrit dans un marché du travail de plus en plus polarisé, avec d'un côté des salariés stables, et de l'autre des salariés pris dans le cercle vicieux de la précarité, alternant contrat courts et période de chômage. [...] Le plus fort recours aux contrats temporaires, conjugué à l'annualisation du temps de travail à la suite des accords sur les 35 heures (qui ont concerné 65 % des salariés dans les entreprises de plus de 10 salariés) a rendu le marché du travail plus flexible : les entreprises peuvent s'ajuster plus rapidement à la conjoncture.

OFCE, *L'économie française*, La découverte, 2014



Isabelle Wacquet (dir), *Sciences économiques et sociales Terminale ES*, Magnard, 2015

20) Quelles sont les conséquences du recours aux formes particulières d'emploi pour les salariés ?

2. L'absence d'emploi et les formes particulières d'emplois sont génératrices de pauvreté.

Vidéo : « La mesure de la pauvreté en questions » de l'Insee.

http://www.dailymotion.com/video/x25iwkm_la-mesure-de-la-pauvrete-en-questions_news

Document 16 : taux de pauvreté en 2013 et 2014 selon le statut d'activité.

Niveau de vie et taux de pauvreté selon le statut d'activité

	2013				2014			
	Répartition de la population (%)	Niveau de vie médian (euros 2014)	Personnes pauvres (milliers)	Taux de pauvreté (%)	Répartition de la population (%)	Niveau de vie médian (euros 2014)	Personnes pauvres (milliers)	Taux de pauvreté (%)
Actifs de 18 ans ou plus	45,4	21 610	2 968	10,5	45,5	21 570	3 041	10,7
Actifs occupés	40,9	22 320	1 927	7,6	40,8	22 320	1 961	7,7
Salariés	36,3	22 320	1 411	6,3	36,1	22 320	1 408	6,3
Indépendants	4,6	22 370	516	17,9	4,7	22 330	552	18,8
Chômeurs	4,5	14 120	1 041	37,3	4,7	14 170	1 081	36,6
Inactifs de 18 ans ou plus	32,2	19 220	2 954	14,8	32,0	19 410	2 942	14,7
Retraités	10,1	20 690	1 078	7,9	22,3	20 720	1 050	7,6
Autres inactifs (dont étudiants)	22,1	15 640	1 876	30,1	9,7	15 540	1 892	31,1
Enfants de moins de 18 ans	22,4	18 230	2 726	19,6	22,5	18 320	2 777	19,8
Ensemble de la population	100,0	20 100	8 648	14,0	100,0	20 150	8 760	14,1

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

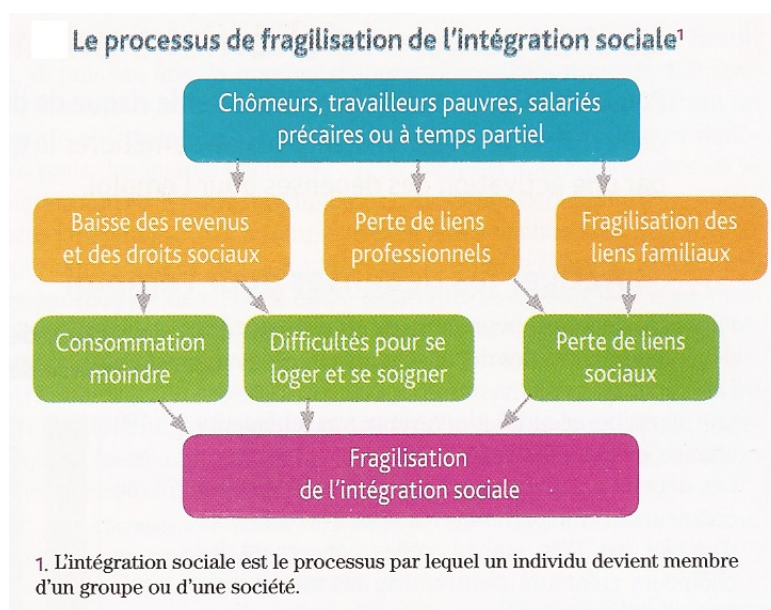
Sources : Insee ; DGFIP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2013 et 2014.

J. Argouarc'h, A. Boiron, « Les niveaux de vie en 2014 », *Insee Première* n°1614, septembre 2016

21) Le fait d'être en emploi protège-t-il de la pauvreté ?

Vidéo : « Les travailleurs pauvres », *Journal France 2*, 2008.

http://www.dailymotion.com/video/x7ipgi_les-travailleurs-pauvres_news



Isabelle Wacquet (dir), *Sciences économiques et sociales Terminale ES*, Magnard, 2015

Sujets tombés les années précédentes :

Dissertation :

- Le chômage remet-il nécessairement en cause l'intégration sociale ? (Asie, 2013)
- Montrez que la diversité des formes du chômage peut orienter les politiques de l'emploi. (Amérique du Sud, 2013)
- Dans quelle mesure la baisse du coût du travail permet-elle de réduire le chômage ? (Polynésie, 2014)
- Les politiques visant à renforcer la flexibilité du marché du travail sont-elles suffisantes pour lutter contre le chômage ? (Nouvelle-Calédonie, 2015)
- Comment expliquer la diversité des politiques de l'emploi ? (Pondichéry, 2018)
- Une politique de soutien de la demande globale permet-elle, à elle seule, de lutter contre le chômage ? (Polynésie, 2018)
- Les politiques de soutien à la demande globale sont-elles suffisantes pour lutter contre le chômage ? (France métropolitaine, 2018)
- Les politiques de soutien à la demande globale permettent-elles de lutter contre le chômage ? (France métropolitaine 2019)

EC1 :

- Comment la flexibilité du marché du travail peut-elle réduire le chômage ? (France métropolitaine, 2014)
- Montrez qu'une politique de soutien à la demande globale peut être un instrument de lutte contre le chômage. (France métropolitaine, 2014)
- Présentez un lien entre demande anticipée et chômage. (Antilles-Guyane, 2015)
- Quelles sont les transformations de l'emploi qui fragilisent le lien entre travail et intégration sociale ? (Amérique du Nord, 2016)
- Par quels mécanismes une politique de soutien à la demande peut-elle être un moyen de lutter contre le chômage ? (Nouvelle-Calédonie, 2016)
- Présentez deux mesures de soutien de la demande anticipée. (Antilles-Guyane, 2017)
- Montrez à partir d'un exemple comment la flexibilité du marché du travail peut contribuer à réduire le chômage. (Antilles-Guyane, 2018)
- Comment l'insuffisance de la demande anticipée peut-elle expliquer le chômage ? (Amérique du Nord, 2019)
- Présentez deux arguments qui montrent que l'emploi contribue à l'intégration sociale. (France métropolitaine, 2019)

EC3 :

- Vous montrerez que certaines évolutions de l'emploi fragilisent le lien entre travail et intégration sociale. (Amérique du Sud, 2015)
- Vous montrerez que les évolutions de l'emploi fragilisent le lien entre travail et intégration sociale. (France métropolitaine, 2016)
- Vous montrerez que différentes politiques pour l'emploi peuvent se compléter pour lutter contre le chômage. (Liban, 2018)